

**Convention collective**

IDCC : 8526. – **ARBORICULTURE FRUITIÈRE**  
**(CÔTES-D'ARMOR, DEUX-SÈVRES, ILLE-ET-VILAINE, LOIRE-ATLANTIQUE,**  
**MAINE-ET-LOIRE, MAYENNE, MORBIHAN, SARTHE ET VENDÉE)**

**(8 avril 2003)**

(Etendue par arrêté du 15 juillet 2003,  
*Journal officiel* du 5 août 2003)

■ *Journal officiel* du 26 février 2010

**Arrêté du 16 février 2010 portant extension d'un avenant à l'accord de prévoyance concernant les salariés et apprentis des exploitations arboricoles de certains départements de l'ouest de la France**

NOR : AGRS1004583A

Le ministre de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche,

Vu le code du travail, notamment ses articles L. 2261-15 et suivants et R. 2231-1 ;

Vu l'arrêté du 6 mars 2003 portant extension de l'accord de prévoyance du 26 novembre 2002 concernant les salariés et apprentis des exploitations arboricoles de certains départements de l'ouest de la France ;

Vu l'avenant n° 1 du 25 juin 2009 à l'accord susvisé ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 11 décembre 2009 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>**

Les dispositions de l'avenant n° 1 du 25 juin 2009 à l'accord de prévoyance du 26 novembre 2002 concernant les salariés et apprentis des exploitations arboricoles de certains départements de l'ouest de la France

sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial dudit accord, sous réserve de l'application, à l'article 2 (s'agissant de la majoration du capital décès) des dispositions de l'article L. 1132-1 du code du travail.

## **Article 2**

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord.

## **Article 3**

Le directeur des affaires financières, sociales et logistiques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 16 février 2010.

Pour le ministre et par délégation :  
*Le directeur des affaires financières,*  
*sociales et logistiques,*  
F. DE LA GUÉRONNIÈRE

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2009/48, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7<sup>e</sup>), au prix de 8,20 €.